

## Table des matières

01	De plus en plus de produits contrefaits dans les échanges mondiaux? « <i>Trade in Counterfeit and Pirated Goods: Mapping the Economic Impact</i> »	2
02	Leçon de Corée: du « <i>Tong-il</i> » au « <i>Saemaul Undong</i> » « <i>A New Rural Development Paradigm for the 21st Century</i> »	3
03	De l'adaptation des compétences au monde du travail « <i>Getting Skills Right: Assessing and Anticipating Changing Skill Needs</i> »	4
04	A la recherche d'explications sur le ralentissement de la croissance de la productivité « <i>OECD Compendium of Productivity Indicators 2016</i> »	5
05	Les politiques migratoires et de l'emploi comme facteurs clés dans la compétitivité globale « <i>Recruiting Immigrant Workers - Europe</i> »	6
06	Autres publications	7
07	Calendrier OCDE	7

## 01. De plus en plus de produits contrefaits dans les échanges mondiaux? «Trade in Counterfeit and Pirated Goods: Mapping the Economic Impact»

Les importations de produits contrefaits et piratés s'élèvent à près de 500 milliards de USD par an, soit environ 2.5% des importations mondiales, selon un nouveau rapport de l'OCDE et de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle intitulé «*Trade in Counterfeit and Pirated Goods: Mapping the Economic Impact*». Pour donner un autre ordre de grandeur, cela équivaut au PIB de l'Autriche. Les auteurs du rapport ont analysé les données provenant de près d'un demi-million de saisies douanières réalisées dans le monde entre 2011 et 2013. Le résultat auquel ils sont parvenus est supérieur à celui dont faisait état une étude similaire de l'OCDE de 2008, ce qui confirme le caractère particulièrement lucratif d'un tel commerce pour les réseaux criminels qui en sont les instigateurs. Et le rapport ne prend pas (encore) en compte le piratage en ligne, qui inflige des dommages supplémentaires à l'économie formelle.

Les contrefaçons concernent tous types de produits, allant des produits de luxe (parfums, montres, etc.), aux produits chimiques, en passant par les pièces détachées. Si les chaussures sont les produits les plus copiés, on observe des violations du droit de propriété intellectuelle, également pour les fraises et les bananes. Cela ne constitue donc pas uniquement une menace pour toute économie moderne fondée sur l'innovation, mais aussi un risque important pour la santé et la sécurité, car les produits saisis, tels que certains médicaments, pièces de machines et jouets, sont de qualité très médiocre.

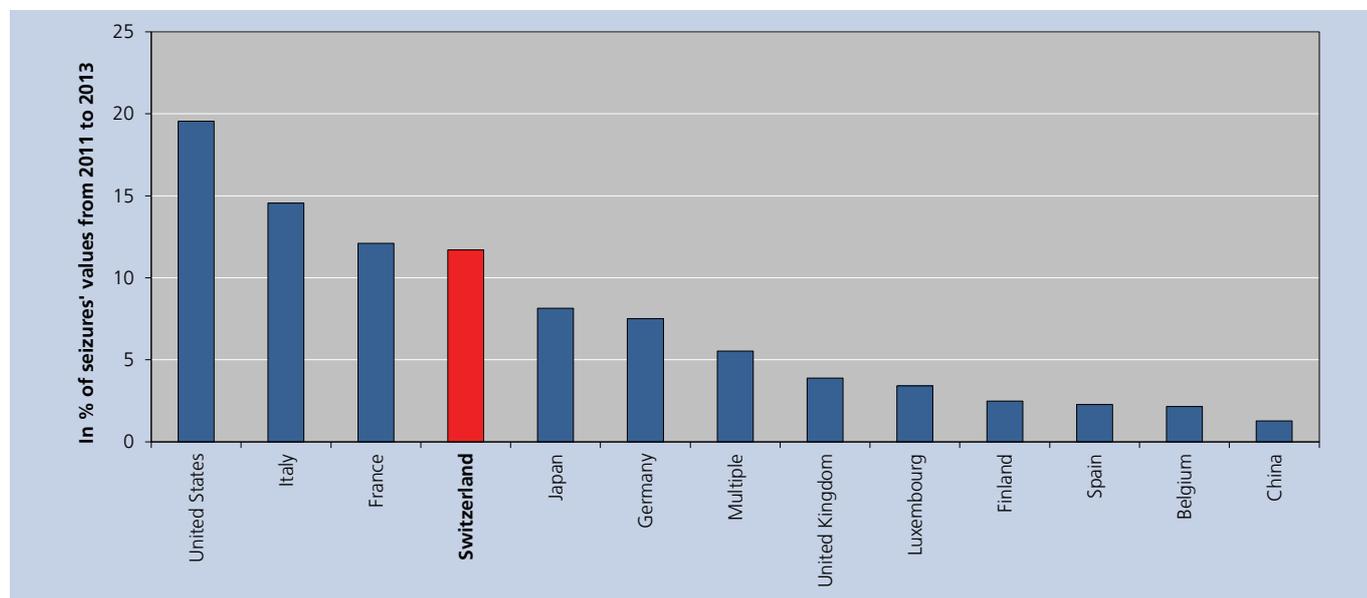
La plupart des marques sont touchées par la contrefaçon. Les pays dont les entreprises ont été les plus affectées entre 2011 et 2013 sont les États-Unis, dont les marques et les brevets représentaient 20% des copies, suivis par l'Italie, la France et la Suisse avec 12%, le Japon et l'Allemagne (voir graphique). Si la Chine est le premier producteur de biens contrefaits, l'étude note aussi que ses entreprises les plus innovantes sont elles aussi victimes des contrefacteurs.

Les produits contrefaits sont pour la plus grande partie envoyés par la poste et empruntent des itinéraires complexes, qui les font passer par les plus grandes plateformes d'échanges mondiales, telles que Hong Kong et Singapour, ainsi que par des zones de libre-échange comme celle des Émirats arabes unis. Ils transitent également par des pays dotés d'une faible gouvernance ou en proie à une forte criminalité organisée, comme l'Afghanistan et la Syrie.

Plus d'investigations sont encore nécessaires pour déterminer l'ampleur réelle du problème, afin que les pays puissent, individuellement et en coopération, concevoir des solutions appropriées. En Suisse, l'association d'utilité publique STOP À LA PIRATERIE accomplit un important travail d'information et de sensibilisation auprès des consommateurs et s'investit dans la coopération entre les autorités et l'économie contre la contrefaçon et le piratage.

> Table des matières

### Seizures of counterfeit and pirated goods: Top economies of origin of right holders whose IP rights are infringed



## 02. Leçon de Corée: du «Tong-il» au «Saemaul Undong» «A New Rural Development Paradigm for the 21st Century»

Les graphiques qui mettent en relation l'exode rural avec l'urbanisation et l'industrialisation nous sont relativement familiers. En Corée, la part de la population rurale a reculé de 72% en 1960 à 17% en 2010 (voir graphique). Sur quel modèle reposait ce développement de la Corée ? Peut-on ou doit-on s'inspirer du modèle coréen ? Ces questions ont été traitées dans une récente étude rédigée par le Centre de développement de l'OCDE avec le soutien du Ministère coréen des affaires extérieures. En plus de la Corée, cette étude analyse cinq autres pays (Tanzanie, Côte d'Ivoire, Vietnam, Chine et Thaïlande) par l'intermédiaire de petites études de cas. Elle porte également un regard sur les pays de l'OCDE et en retire des éléments pour un possible «nouveau paradigme». Etant donné que dans le monde entier la population vivant dans des zones rurales continue de croître (3 milliard de personnes aujourd'hui), les conclusions de l'étude peuvent s'avérer utiles.

Dans les années cinquante, la République de Corée était une société agricole pauvre. Sa production alimentaire locale ne suffisait pas à son propre approvisionnement et de 1954 à 1976, le pays recevait même de la part des Etats-Unis des livraisons de denrées alimentaires sous forme de blé et d'orge. Le revenu annuel par personne s'élevait en 1961 à 72 USD. Sous le régime du Général Park Chung-hee (1961-1979) le pays a été entraîné vers une forme de «dictature du développement», avec une forte opposition envers l'industrialisation et la croissance économique orientée vers les exportations.

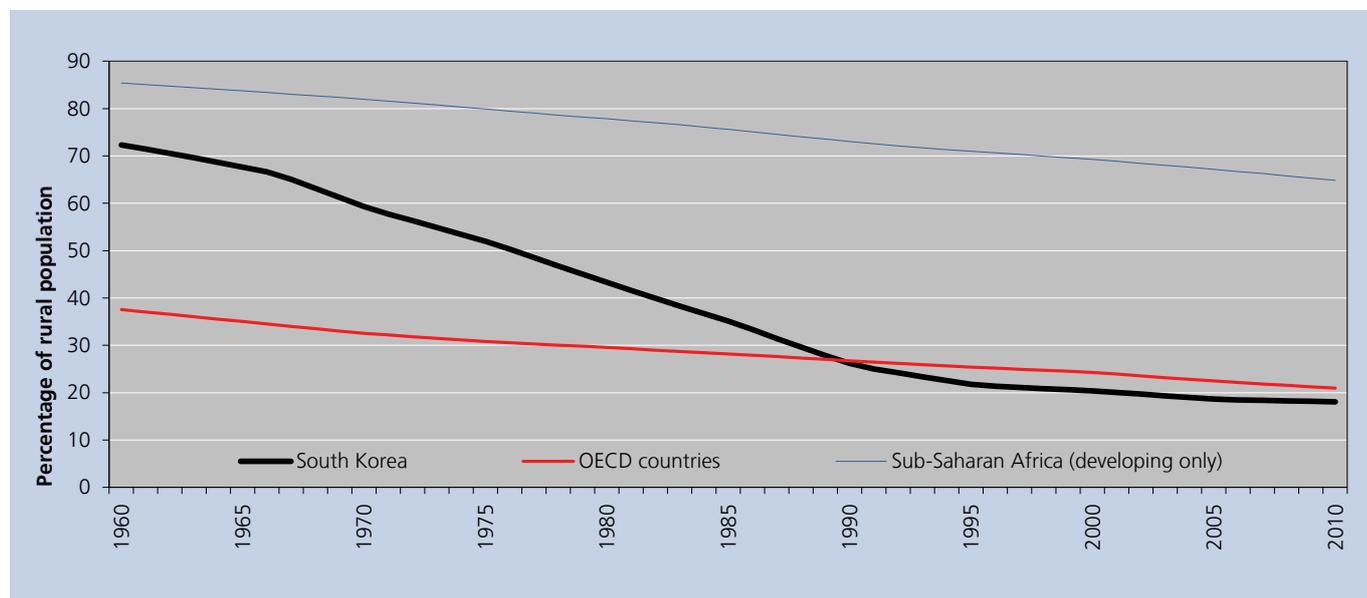
Afin de développer les zones rurales, Park Chung-hee a avant tout adopté des mesures de type «top-down» qui, par le passé, se sont avérées prometteuses. Il s'agissait d'un plan de sept ans (1964-1971) comprenant des objectifs pour la production céréalière, une ré-

forme territoriale (expropriation des «Landlords»), des crédits pour les agriculteurs, des impôts sur le prix des denrées alimentaires de base comme le riz et l'orge ainsi que des prix minimums soutenus par l'Etat pour les producteurs. Une nouvelle sorte de riz, nommée «Tong-il», qui promettait un rendement plus élevé, a également été introduite. Cependant, après des mauvaises récoltes, celle-ci a été retirée de la circulation à la fin des années 70. Dans l'ensemble, ces mesures ont aidé à modérer l'accroissement du fossé entre ville et campagne, mais leur résultat était mitigé.

C'est pourquoi, en 1971, Park Chun-hee reprit l'initiative et créa «le mouvement pour le nouveau village - *Saemaul Undong*», tout en ajoutant à la «recette», une certaine éthique et morale. En parallèle, un changement dans l'attitude de la population rurale était nécessaire. Elle devait se libérer de la dépendance des aides provenant de l'extérieur afin d'arriver, par le biais de la coopération villageoise, à l'autosuffisance. A cette fin, des Conseils de villages qui discutent des projets d'autosuffisance ont été créés et du ciment pour les routes de villages et les infrastructures a été fourni. Les meilleurs villages recevaient, comme stimulant, des primes venant personnellement du Président. Le Ministère de l'Intérieur coordonnait les actions des différents ministères. Pendant près de 20 ans, «*Saemaul Undong*» a marqué de cette façon les zones rurales tout en garantissant plus de place que par le passé aux initiatives locales. Ce programme du gouvernement a expiré en 2000, à sa place a émergé un centre de compétences du gouvernement, qui doit propager l'expérience du développement coréen dans le reste du monde.

> Table des matières

### The rapid decline in Korea's rural population, 1960-2010



### 03. De l'adaptation des compétences au monde du travail «Getting Skills Right: Assessing and Anticipating Changing Skill Needs»

En moyenne, 40% des travailleurs européens estiment que leur niveau de compétences ne correspond pas au niveau requis pour effectuer leur travail. En parallèle, le même pourcentage d'employeurs fait face à des problèmes en raison d'une pénurie de compétences (voir graphique). Les causes et les conséquences de l'inadéquation et de la pénurie des compétences sont mises en avant par cette publication de l'OCDE, qui porte également sur certaines pistes d'actions politiques afin d'y remédier.

Les mécanismes économiques de l'offre et de la demande sont à la base de l'inadéquation et de la pénurie des compétences. En effet, lors des dernières décennies, le monde du travail s'est beaucoup transformé. Des emplois se sont créés alors que d'autres ont disparus, modifiant ainsi la demande de compétences. Le développement des ordinateurs, par exemple, a fourni aux employeurs des machines à faible coût pour remplacer les humains dans l'exécution de certaines tâches, notamment les tâches répétitives. L'offre de compétences est également dynamique. Elle s'est modifiée suite à la popularisation des hautes études, ainsi qu'en raison de l'amélioration de la qualité de l'éducation, de l'accroissement de la participation des femmes au marché du travail, etc. Pour que ce dernier soit en concurrence parfaite, l'offre et la demande de compétences devraient s'ajuster et le marché s'équilibrer. Or ce modèle repose sur l'hypothèse que les deux parties disposent d'une information parfaite, ce qui n'est pas le cas en réalité. Les étudiants, les travailleurs et les employés sont mal informés des compétences requises sur le court, moyen et long terme. Ce manque d'information mène dès lors à des inadéquations (travailleurs

sur- ou sous-qualifiés) et à des pénuries de compétences (les employeurs ne trouvent pas les compétences recherchées).

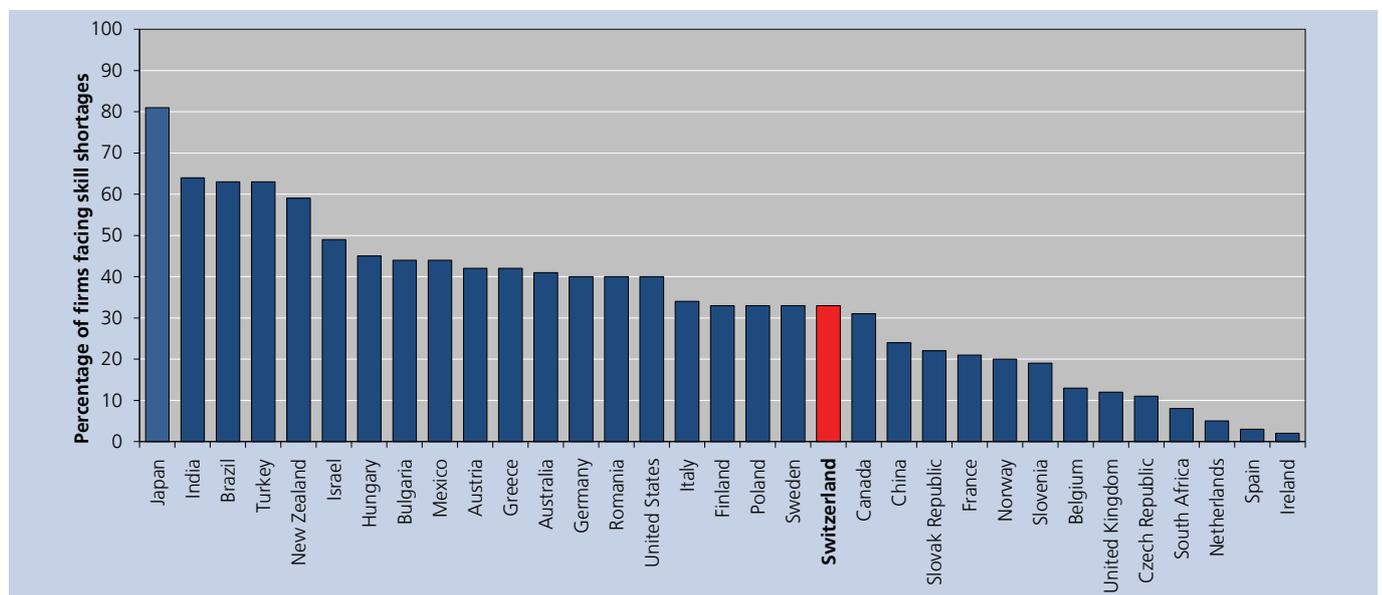
L'inadéquation et la pénurie des compétences peuvent affecter négativement la croissance économique à travers leurs effets sur l'augmentation des coûts de travail, sur la réduction de la croissance de la productivité au travail, sur le ralentissement de l'adaptation aux nouvelles technologies ou sur la perte de production associée aux emplois vacants non repourvus. Il est dès lors nécessaire que les pays de l'OCDE soient en mesure d'évaluer et d'anticiper les besoins en compétences pour intervenir en termes de politiques publiques sur la réduction de l'inadéquation et de la pénurie de compétences.

Cette publication propose les interventions politiques suivantes: 1) améliorer les services de conseil de carrières (orientation professionnelle); 2) améliorer la coordination entre le marché du travail et le système éducatif; 3) augmenter les offres d'apprentissage et de formations professionnelles pour les adultes, ainsi que les possibilités de formations pour les chômeurs.

En résumé, l'évaluation et l'anticipation des compétences jouent un rôle fondamental afin de fournir des informations adéquates aux différents «stakeholders» pour leur permettre à la fois de mieux planifier l'offre d'éducation et de formation et de mieux décider de leurs parcours éducatifs et de leur carrière future.

> Table des matières

#### Skill shortage in selected countries



## 04. A la recherche d'explications sur le ralentissement de la croissance de la productivité «OECD Compendium of Productivity Indicators 2016»

L'augmentation de la productivité représente un facteur clé pour la croissance économique à long terme ainsi que pour la garantie de prospérité d'une nation. C'est pourquoi le ralentissement de la croissance de la productivité mesuré ces dernières années (voir graphique), a à la fois provoqué de l'inquiétude mais également de l'étonnement: à l'ère de l'internet et du numérique, de la participation croissante des entreprises et des pays aux chaînes de valeur mondiales et du niveau de formation plus élevé, ne devrait-on pas s'attendre à des gains de productivité plus importants?

Dans l'introduction du «*Compendium 2016 des indicateurs de productivité*», l'OCDE traite de ce «paradoxe» du développement de la productivité. A la recherche d'explications, les auteurs renvoient le lecteur aux problèmes de la mesure de la production et aux deux facteurs du travail et du capital, ainsi qu'à la distinction entre les fluctuations de prix et de volumes. Ils décrivent, de plus, les défis actuels dans le cadre de la mesure des activités commerciales numériques et soulignent ainsi l'importance croissante des biens basés sur la connaissance, dont le recensement échappe au système de comptabilité économique globale. Les auteurs concluent cependant que les problèmes de mesures ne peuvent représenter qu'une partie de la réponse. Ils expliquent que le ralentissement de la croissance de la productivité ne serait pas un phénomène nouveau mais qu'il se serait déjà installé dans les années 90 – donc avant l'avènement du numérique. En outre, ils énumèrent une série de facteurs qui pourraient être co-responsables du ralentissement de l'accroissement de la productivité :

1) l'importance et l'impact des innovations technologiques actuelles sur les transformations seraient bien moins considérables

en comparaison avec les innovations des derniers siècles (électricité, moteur à explosion, téléphone, radio). Les récentes innovations seraient intégrées plus rapidement et auraient une influence de plus courte durée sur le développement de la productivité.

2) avec le passage d'une société industrielle à une société de services, la demande pour des produits provenant du secteur des services a augmenté – secteur qui présente une croissance de la productivité plus faible que le secteur manufacturier. L'évolution démographique (vieillesse de la population) peut avoir encore renforcé cette tendance.

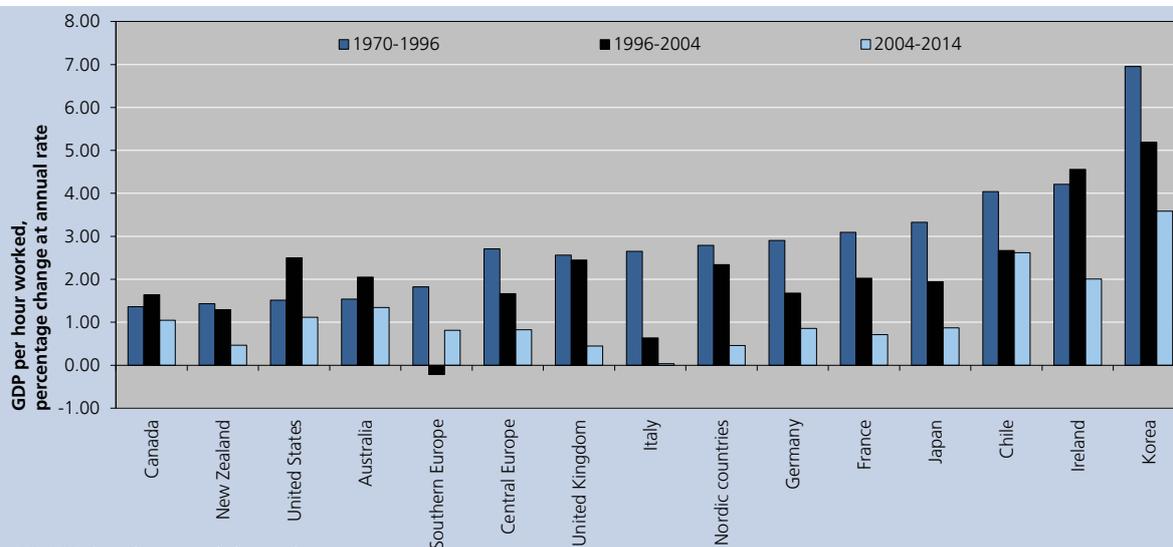
3) le tempo du changement technologique ne s'est pas ralenti. Son extension suppose cependant aussi des innovations dans les structures d'organisation et dans les modèles commerciaux.

4) les causes principales du ralentissement de la croissance de la productivité ne seraient pas à imputer au ralentissement du degré d'innovation des entreprises globalisées et à la pointe, mais plutôt à un retard de la diffusion et de la propagation des innovations.

5) les anciennes inventions, dont les innovations classiques des technologies de l'information et de la communication, comme les ordinateurs et les logiciels auraient modifié de façon fondamentale le processus de production. En revanche, les innovations actuelles, en particulier celles du domaine de l'économie digitale comme les «*big data*» ou le commerce électronique, entraîneraient plutôt des effets quantitatifs qu'une transformation qualitative du processus de production.

> Table des matières

### Growth in labour productivity in advanced economies since 1970



Notes: For 1970-96, Central Europe excludes Austria  
Central Europe includes Austria, Belgium, Germany, Luxembourg, the Netherlands and Switzerland; Nordic countries includes: Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden; Southern Europe includes Greece, Italy, Portugal and Spain.

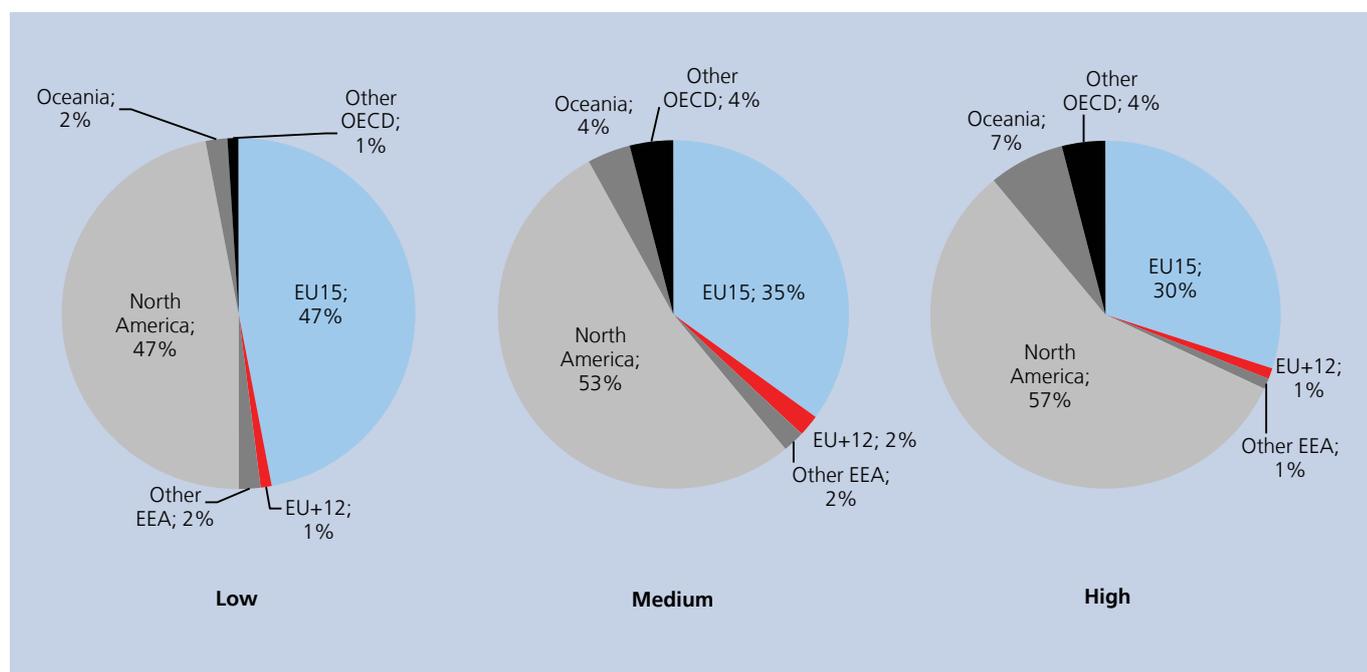
## 05. Les politiques migratoires et de l'emploi comme facteurs clés dans la compétitivité globale «Recruiting Immigrant Workers - Europe»

L'Europe est exposée aujourd'hui à une mutation démographique et identitaire sans précédent. Pour le moment il est difficile d'estimer l'impact de cette transformation sociale sur l'emploi et le marché du travail en Europe. En 2015, plus d'un million de personnes ont immigré sur le territoire européen. Les déplacements internes ont également augmenté. Ces tendances migratoires ne devraient pas reculer si rapidement. En parallèle, la démographie de la population européenne change. La baisse de natalité et le vieillissement de la population indigène conduisent à une forte réduction de la population active dans la plupart des pays européens. Pour l'instant cette diminution de la force ouvrière n'est compensée que de manière minimale par l'immigration. La population immigrant vers l'Europe et à l'intérieur de l'Europe est majoritairement mal qualifiée. Paradoxalement le marché européen se développe plus fortement vers une économie du secteur tertiaire (services, recherches et innovations, ingénierie et informatique). Un profil migratoire différent serait par conséquent nécessaire.

Selon l'étude «*Recruiting Immigrant Workers - Europe*» l'Europe aurait justement du mal à attirer cette main d'œuvre hautement qualifiée des nouveaux pays émergents. Celle-ci préférerait évoluer sur le marché américain et australien (voir graphique). L'étude publiée conjointement par l'OCDE et l'UE fait partie d'un projet commun ayant l'intention de répondre à la demande de la Commission Juncker de 2014 «de définir une nouvelle Politique européenne de la migration légale en renforçant l'attraction de talents afin de résoudre le manque actuel de main d'œuvre qualifiée et de surmonter les défis démographiques». Dans ce sens, la publication recommande de concourir plus fortement à des mesures permettant d'attirer une population migratoire qualifiée, p.ex. avec des simplifications des procédures pour l'obtention de permis de travail et d'étude.

> Table des matières

### The higher the education level, the less likely immigrants are to live in the European Union, 2010 : distribution of low, medium and high-educated non-EU-origin immigrant populations, aged 25-64 by destination



## 06. Autres publications

*«Perspectives économiques en Afrique 2016 – villes durables et transformation structurelle»*

Paris, 23 mai 2016

*«The Governance of Inclusive Growth»*

Paris, 31 mai 2016

*«Promoting Productivity for Inclusive Growth in Latin America»*

Paris, 1er juin 2016

*«Economic Outlook 2016»*

Paris, 1er juin 2016

*«OECD Regions at a Glance 2016»*

Paris, 16 juin 2016

## 07. Calendrier OCDE

Réunion ministérielle de l'OCDE du Comité des politiques d'environnement

Paris, 28-29 septembre 2016